

Guerre en Ukraine et dynamique régionale en Arctique

Le 18 Avril 2022 par Gabriella Gricius <https://responsiblestatecraft.org/2022/04/18/how-the-war-in-ukraine-has-altered-the-arctics-regional-dynamics/>



Le secrétaire d'État Antony J. Blinken participe à la photo de famille des ministres du Conseil de l'Arctique, à Reykjavik, en Islande, le 20 mai 2021 (Photo du département d'État par Ron Przysucha)

Voilà comment la guerre en Ukraine modifie la dynamique régionale de l'Arctique: les pays occidentaux sont coincés entre la nécessité de condamner la Russie et celle d'obtenir la coopération de Moscou. Même si cela se passe à des kilomètres de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, les échos de celle-ci en sont ressentis aussi loin au nord que l'Arctique. En mars 2022, les 7 pays de l'Arctique (Suède, Islande, Finlande, Norvège, Canada, Danemark et États-Unis) ont publié une déclaration annonçant qu'en réponse à l'invasion et, plus généralement, au comportement de la Russie sur la scène mondiale, ils avaient l'intention d'interrompre les travaux du Conseil de l'Arctique. Bien que cette interruption soit peut-être justifiée par la nécessaire réaction des 7 pays de l'Arctique quant à la guerre en Ukraine et à la présidence actuelle du Conseil par la Russie, elle soulève de réelles inquiétudes pour l'avenir de la collaboration et de la sécurité dans l'Arctique.

Bien que les 7 pays de l'Arctique aient indiqué qu'ils souhaitaient éventuellement reprendre les travaux du Conseil — tels la surveillance de l'augmentation des micro plastiques et des déchets dans l'Arctique, les rapports sur le changement climatique et la coordination des exercices d'intervention en cas de situations d'urgence et d'augmentation de la navigation dans l'Arctique — cette suspension représente une ouverture importante permettant de repenser la coopération dans l'Arctique, notamment la modification de la structure de financement du Conseil de l'Arctique et la restructuration de la table ronde des forces de sécurité de l'Arctique afin d'inclure la Russie en ces temps de tensions croissantes.

Les États membres devraient augmenter le financement du Conseil de l'Arctique, non seulement pour couvrir les frais de fonctionnement annuels, mais aussi pour financer des projets de préparation aux situations d'urgence et de surveillance de l'environnement, d'autant plus que les effets du changement climatique se font sentir de manière de plus en plus aiguë dans l'Arctique. La communication entre forces militaires est également nécessaire dans la région, que cela se fasse par la restructuration de la table ronde des forces de sécurité de l'Arctique pour y inclure la Russie ou par la création d'un forum temporaire destiné à éviter qu'une erreur ou un malentendu ne débouche sur un conflit plus large.

Le Conseil de l'Arctique est vital pour la coopération arctique

Depuis son lancement, en 1996, le Conseil de l'Arctique a joué un rôle essentiel dans la transparence et la coopération environnementale de la région. En plus des 7 pays de l'Arctique et de la Russie, il y a un certain nombre d'autres États observateurs, et c'est le seul espace intergouvernemental qui compte des peuples autochtones parmi ses participants permanents.

Non seulement le Conseil a permis, depuis la fin de la guerre froide, de maintenir la stabilité et la paix dans la région arctique, mais il a également joué un rôle important dans la rédaction de rapports scientifiques sur le changement climatique et dans l'amélioration de la communication dans la région. Par exemple, plutôt que d'avoir des institutions régionales disparates comme par exemple le Conseil euro-arctique de Barents, qui n'inclut pas tous les États de l'Arctique, le Conseil de l'Arctique fonctionne comme un forum permettant à tous les États de l'Arctique et aux populations autochtones vivant dans cette région de faire le point et de communiquer en matière de catastrophes environnementales,

de développement durable dans la région et, plus généralement, de nouer des partenariats.



Conseil arctique

Grâce à ses groupes de travail, le Conseil a façonné la politique en assurant la coopération, la surveillance et la collecte de données à long terme sur le changement tant climatique qu'environnemental dans la région, en facilitant les accords en matière de recherche et de sauvetage dans l'Arctique et en traitant des dommages environnementaux causés par l'ancienne Union soviétique dans la partie Russe de l'Arctique.

Le Conseil de Barents (<https://www.barents-council.org/>) est l'organe officiel de la coopération intergouvernementale dans la région de Barents. Il cherche des solutions partout et à chaque fois que les pays peuvent faire plus ensemble qu'en travaillant chacun de leur côté.

Cependant, le rôle de la Russie est également déterminant pour toute institution arctique

Alors que la Russie est devenue un partenaire de moins en moins fiable sur la scène mondiale, notamment en raison de l'invasion de la Géorgie en 2008, de l'annexion de la Crimée en 2014 et, maintenant, de la guerre en Ukraine en 2022, elle a toujours été un acteur important en Arctique, dans la mesure où elle représente 50 % de la surface continentale de l'Arctique.

La Russie possède les plus fortes capacités militaires de l'Arctique et est en train de développer la route maritime du Nord en tant que voie de navigation commerciale, tout en investissant massivement dans les activités d'extraction de pétrole et de gaz. En bref, le Conseil de l'Arctique ne pourrait pas fonctionner correctement si la Russie n'en faisait pas partie. Mais les États occidentaux sont confrontés à un dilemme lorsqu'ils cherchent à faire face au comportement illégitime de la Russie tout en incluant cette dernière dans les discussions requises. Le retour à une approche de type "business as usual" donne l'illusion que la Russie ne subira aucune répercussion pour ses agissements en Ukraine, mais dans le même temps, exclure la Russie de la coopération arctique n'est tout simplement pas concevable.

Les 7 de l'Arctique ne peuvent pas se permettre d'attendre la fin ou l'apaisement de la guerre en Ukraine pour reprendre le dialogue avec la Russie quant aux questions arctiques, dans la mesure où le conflit ne semble pas près de se terminer. L'accroissement de la navigation, l'activité d'extraction des ressources, l'intensification des exercices militaires et l'attention portée à l'Arctique exigent que la coopération soit effective. Heureusement, les chefs militaires des 7 de l'Arctique ont laissé entendre que la suspension de la collaboration avec la Russie sur ces questions ne durera pas éternellement.

Alors que la coopération avec la Russie est à l'arrêt, il est temps de repenser et de recadrer la coopération arctique. Par exemple, le Conseil de l'Arctique est insuffisamment financé pour faire face aux problèmes climatiques. Bien qu'il bénéficie d'un financement annuel suffisant de la part de ses États membres, il dispose de peu d'argent pour les questions discrétionnaires et les groupes de travail disposent rarement de fonds permanents pour des projets allant au-delà du cadre habituel.



Drapeau du Conseil de l'Arctique

Alors que la coopération avec la Russie est à l'arrêt, il est temps de repenser et de recadrer la coopération arctique. Par exemple, le Conseil de l'Arctique est insuffisamment financé pour faire face aux problèmes climatiques. Bien qu'il bénéficie d'un financement annuel suffisant de la part de ses États membres, il dispose de peu d'argent pour les questions discrétionnaires et les groupes de travail disposent rarement de fonds permanents pour des projets allant au-delà du cadre habituel.

Cela demanderait que les États membres contribuent davantage afin de favoriser leur adhésion à la fois au fonctionnement quotidien de l'institution et aux projets à plus long terme qui pourraient renforcer leur volonté de coopérer sur les questions environnementales essentielles. Un financement plus conséquent permettra au Conseil d'avoir un effet plus sérieux dans ses projets, qui consistent notamment à surveiller et évaluer les impacts du changement climatique dans la région ainsi qu'à prévenir les situations d'urgence et y répondre le cas échéant. Les questions de sécurité climatique — tant en ce qui concerne l'impact sur les populations de l'Arctique que la sécurité de la navigation dans la région — ont un réel besoin de financement pour mettre en place des solutions.

Deuxièmement, même si l'une des grandes forces du Conseil de l'Arctique réside dans le fait qu'il ne prend pas en charge les questions de sécurité ou militaires — les tensions croissantes dans l'Arctique requièrent davantage de communication et de coopération régionales entre militaires. Si le Conseil de l'Arctique n'est peut-être pas le lieu pour de telles discussions, remodeler la table ronde existante des forces de sécurité de l'Arctique pour y réintégrer la Russie après son expulsion en 2014 peut constituer une solution, ou même permettre la création d'une structure de communication temporaire en cas de crise, ce qui permettrait d'éviter les malentendus dans la région.

Alors que les tensions et la concurrence mondiale vont grandissant, notamment dans l'Arctique, de tels espaces sont nécessaires pour parer à toute erreur de jugement. Le changement climatique dans l'Arctique ne faiblit pas. Il est donc plus important que jamais de saisir cette occasion de créer des structures plus solides pour faire face à ce défi en matière de sécurité.